



## Dans ce numéro:

- ▶ Prochains événements pour les membres
- ▶ Plaidoyer
- ▶ Assistance
- ▶ Opérations
- ▶ Calendriers
- ▶ Glossaire des abréviations et acronymes



**Sarah Goddard**  
Secrétaire générale de l'AMICE

“À chaque rencontre de membres de l'AMICE, mon admiration monte d'un cran: mettre des valeurs aussi fortes, de manière aussi variée, au soutien de personnes et d'entreprises contribue de manière indéniable et tangible à la construction d'un avenir stable.”

Chers membres de l'AMICE,

Ce fut un réel plaisir de rencontrer plusieurs d'entre vous à Stockholm lors du congrès biennal de l'AMICE organisé en juin. J'ai ensuite eu l'occasion d'assister à des réunions de membres de l'AMICE aux Pays-Bas et en Allemagne et d'accueillir à Bruxelles les dirigeants d'un de nos membres suédois. La fin de la saison estivale a marqué la reprise des réunions des groupes de travail de l'AMICE (même si le travail s'est poursuivi inlassablement durant l'été, pourtant traditionnellement qualifié de période la plus calme de l'année). Tout récemment, le groupe de travail RSE a tenu une réunion passionnante à Turin (Italie), au siège de Reale Mutua. Ce déplacement a aussi permis au groupe de travail de se rendre compte du travail remarquable réalisé dans cette ville avec le soutien de Reale Mutua et d'avoir un aperçu détaillé de la restructuration et de la réorientation du programme RSE de cette mutuelle.

À chaque rencontre de membres de l'AMICE, mon admiration monte d'un cran: mettre des valeurs aussi fortes, de manière aussi variée, au soutien de personnes et d'entreprises contribue de manière indéniable et tangible à la construction d'un avenir stable. Certes, le secteur européen de l'assurance continue globalement de subir les pressions engendrées par la conjoncture économique difficile, mais le concept de durabilité lié au modèle de l'assurance mutuelle et coopérative a permis d'atténuer certaines difficultés généralement rencontrées par les assurés en période de crise prolongée. Cela ressort clairement du deuxième volume de la publication Facts & Figures, présenté lors du congrès de Stockholm: notre secteur affiche une hausse substantielle de part du marché dans le contexte de tourmente qui a suivi le krach financier mondial de 2008.

Le défi pour notre secteur est de conserver sa précieuse pertinence, mais aussi d'être pleinement compris dans son rôle de défenseur de la prospérité durable de nos assurés et entreprises. Le facteur de durabilité continue de gagner en importance et est désormais considéré comme un élément essentiel par les décideurs politiques européens, à l'approche du changement institutionnel de l'année prochaine lié à la fin des mandats de la Commission européenne et du Parlement européen. La durabilité cadre naturellement avec les valeurs de notre communauté et le souhait de l'AMICE est de rassembler encore plus de membres, pour travailler ensemble au développement de politiques progressistes et judicieuses favorisant un avenir durable.

Sur une note plus sombre, nous avons tous été bouleversés et attristés par le décès inopiné de Tatiana Paraskeva, notre collègue tant appréciée, qui était responsable des communications à l'AMICE. Tatiana mettait dans son travail toute sa passion pour les principes de la mutualité. Les activités de communication menées par l'AMICE reflétaient son énergie et sa foi dans le mouvement mutualiste et coopératif, ainsi que dans l'économie sociale. Du fait de son implication dans les événements, les publications, le site web et les réseaux sociaux de l'AMICE, Tatiana était en contact avec beaucoup d'entre nous et occupait une place particulière dans le cœur de nos membres et de ses collègues du Secrétariat.

**Sarah Goddard,**  
Secrétaire générale de l'AMICE

CELEBRATING



# PROCHAINS ÉVÈNEMENTS POUR LES MEMBRES

## RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION

### Deuxième conférence de l'AMICE et de l'ICMIF sur les questions réglementaires

Vu le succès de la conférence organisée à Bruxelles l'an dernier pour les membres de l'AMICE et de l'ICMIF, une deuxième conférence conjointe sur les questions réglementaires aura lieu le 4 décembre à Paris, dans les locaux de Covéa, avec pour thème: «Régulation et supervision des entreprises d'assurance: existe-t-il un modèle optimal?»

Tout au long de cette journée de conférence, il sera discuté de l'importance de maintenir un secteur mondial de l'assurance diversifié et de la nécessité de réduire les exigences réglementaires. Les exposés et débats porteront aussi sur l'évaluation du régime Solvabilité II, la norme comptable IFRS 17, les risques émergents et les risques «nouveaux» non documentés, tels que le risque de dépendance aux soins. Les participants recevront par ailleurs un compte-rendu commenté de la toute première réunion du G20 sur les assurances, qui s'est tenue en septembre en Argentine, et de l'évolution de la révision du cadre Solvabilité II.

Pour plus d'informations, contacter [Sarah Goddard](#)

## CONGRÈS BIENNAL DE BILBAO

### Congrès de l'AMICE 2020

Les assureurs mutuels et coopératifs se rassembleront à Bilbao pour le prochain Congrès de l'AMICE, qui sera accueilli du 10 au 12 mai 2020 par le membre de l'AMICE Seguros Lagun Aro. Bilbao poursuit son processus de revitalisation sociale, économique et esthétique et le résultat constitue une source d'inspiration en termes de créativité contemporaine. Bilbao a été consacrée «Meilleure ville d'Europe 2018» en recevant l'Urbanism Award, a remporté en 2010 le Lee Kuan Yew World City Prize décerné par la ville-État de Singapour en collaboration avec l'Académie suédoise du Nobel et a été désignée «Ville de design» par l'Unesco en 2014. La renaissance de Bilbao, menée avec courage, talent et vision, sera sans aucun doute une précieuse source d'inspiration pour le Congrès de l'AMICE.

Pour plus d'informations, contacter [Sarah Goddard](#)



# PLAIDOYER

## EIOPA - GROUPES DES PARTIES CONCERNÉES

Les groupes des parties concernées du secteur de l'assurance/la réassurance et du secteur des pensions professionnelles institués par l'EIOPA — l'IRSG et l'OPSG — ont commencé leur nouveau mandat le 4 septembre et l'IRSG a tenu sa première réunion le 19 septembre.

Les représentants de deux membres de l'AMICE figurent parmi les membres de l'IRSG: Miranda Hendricks-Muijs, Chief Financial Risk Officer auprès d'Univé Cooperative (Pays-Bas), et Lauri Saraste, Chief Actuary auprès de LocalTapiola Life (Finlande). Nous les félicitons pour leur nomination et les assurons de notre soutien dans leur travail de défense du point de vue des membres de l'AMICE tout au long de leur mandat de deux ans et demi.

## COMPTABILITE / NORME IFRS 17

Le Secrétariat de l'AMICE a continué de suivre attentivement les développements concernant la norme IFRS 17. Après avoir assisté en juin à la réunion de la commission ECON, qui a adopté une proposition de résolution sur la norme IFRS 17 en vue de la présenter lors de la session plénière du Parlement européen en juillet, le Secrétariat a enchaîné le suivi de ce dossier en participant à la réunion de l'IASB consacrée aux possibilités de modification de la norme IFRS 17 applicable aux contrats d'assurance. La principale proposition de modification, soutenue par l'AMICE, vise à clarifier la définition de la période de couverture des contrats d'assurance comportant des éléments de participation directe.

Début juillet, le Secrétariat de l'AMICE a participé en ligne à la réunion du conseil d'administration de l'EFRAG portant sur les points à intégrer dans le projet d'avis d'approbation de la norme IFRS 17 et sur l'état d'avancement de ce projet d'avis. Le conseil d'administration de l'EFRAG a également revu le plan de travail technique et recommandé quelques changements. Lors de cette même réunion, des représentants du CFO Forum et de deux réassureurs mondiaux ont présenté leurs conclusions concernant l'étude de cas préparée par l'EFRAG sur l'impact de l'IFRS 17.

Courant juillet, le Secrétariat de l'AMICE a participé à une réunion en ligne du TEG de l'EFRAG, consacrée aux réactions du secteur sur les études de cas complètes et simplifiées transmises par l'EFRAG. Le Secrétariat de l'EFRAG a recueilli l'avis du TEG sur les douze questions soulevées par le secteur et la manière de les intégrer dans le projet d'avis d'approbation. Sept questions ont été traitées lors de cette réunion en ligne et les cinq dernières ont été abordées lors de la réunion suivante du TEG, en août.

Début septembre, les membres du conseil d'administration de l'EFRAG ont été invités à approuver un projet de lettre adressée au président de l'IASB et portant sur les éléments de la norme IFRS 17 à reconsidérer. Lors de cette même réunion, le conseil d'administration a également été informé de la teneur des documents qui serviront à l'élaboration de l'Annexe III du projet d'avis d'approbation de la norme IFRS 17. Deux jours plus tard, le Secrétariat de l'EFRAG a soumis ces documents au TEG pour avis: le groupe d'experts a discuté de l'impact potentiel de la norme IFRS 17 sur le

marché de l'assurance, de ses effets futurs sur la stabilité financière et les investissements à long terme, des coûts et avantages de son application, ainsi que des problèmes posés par la «concurrence» avec certaines US-GAAP.

En septembre, le Secrétariat de l'AMICE a participé à plusieurs autres réunions de l'EFRAG sur la norme IFRS 17, dont celle de l'IAWG consacrée au contenu des documents à examiner lors d'une réunion du TRG de l'IASB prévue plus tard dans le mois. Le groupe de travail a également été informé du projet d'avis d'approbation de la norme IFRS 17 et de la lettre du conseil d'administration de l'EFRAG au président de l'IASB, Hans Hoogervorst, au sujet des problèmes posés par la norme IFRS 17. Deux jours plus tard, le conseil d'administration de l'EFRAG s'est à nouveau réuni – avec la participation en ligne du Secrétariat de l'AMICE – pour entendre les conclusions d'un rapport concernant l'impact de la norme IFRS 17 sur le secteur européen et discuter d'un document de base expliquant la position de l'EFRAG sur les six points problématiques exposés dans la lettre adressée à l'IASB.

Dans l'intervalle, le Secrétariat de l'AMICE a participé à la réunion du Financial Reporting Committee d'Insurance Europe, dont les points à l'ordre du jour étaient l'échange de lettres entre le CFO Forum, l'IASB et l'EFRAG sur la norme IFRS 17 et le suivi à donner dans ce dossier, les modalités de reclassement et de dépréciation selon la norme IFRS 9, et un document de discussion sur les instruments financiers présentant des caractéristiques de capitaux propres.

Fin septembre, le TRG de l'IASB s'est réuni à Londres pour examiner dix points liés à la détermination des taux d'actualisation suivant une approche descendante, aux flux de trésorerie hors périmètre des contrats, aux contrats par cohortes annuelles et contrats VFA, ainsi qu'au traitement des polices d'assurance-groupe. Lors de cette réunion, le TRG a également examiné une récente publication de l'IASB sur le traitement des mutuelles selon la norme IFRS 17.

## SOLVABILITE II

### Révisions du régime Solvabilité II

Le travail lié au cadre Solvabilité II continue de dominer l'agenda du groupe de travail Réglementation prudentielle de l'AMICE. Le groupe de travail s'est réuni en juillet pour se pencher sur la révision de Solvabilité II prévue en 2020 et discuter de la révision, de moindre ampleur, de 2018. Les membres du groupe de travail ont aussi échangé leurs points de vue sur le test 2018 de résistance de l'assurance lancé par l'EIOPA. Le Secrétariat de l'AMICE a par ailleurs donné au groupe de travail un aperçu global de la taxonomie de l'EIOPA, qui corrige les erreurs constatées dans les normes techniques d'exécution concernant le paquet sur l'information prudentielle sous Solvabilité II. Le Secrétariat a également informé le groupe de travail des récents développements au niveau de la Commission européenne/de l'EIOPA en ce qui concerne Solvabilité II.

Dans le cadre du MoU liant l'AMICE et Insurance Europe, le Secrétariat de l'AMICE a participé en juin à la réunion du groupe de travail Solvabilité II d'Insurance Europe. À l'ordre du jour: l'avancement de la révision 2018 du calcul du SCR, la demande par la Commission européenne d'informations en vue de la révision 2020 du cadre Solvabilité II, la révision des obligations d'information, la consultation sur la version 2.3.0 de la taxonomie de l'EIOPA, le test EIOPA de résistance de l'assurance, les travaux de l'EIOPA concernant les

modèles internes et le risque systémique. Une délégation de l'AMICE a également participé à la conférence organisée par Insurance Europe sur Solvabilité II («Two Years On and Two Reviews»), lors de laquelle les experts et orateurs invités ont débattu des priorités pour la révision 2018 et de la portée de la révision 2020.

### Calibrage appliqué aux placements en actions

En juillet, le Président de l'AMICE Grzegorz Buczkowski a adressé à Valdis Dombrovskis, commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires et de l'euro, une lettre soulignant la nécessité d'un calibrage approprié en ce qui concerne les actions gérées avec une approche de long terme, tant pour les assureurs-vie que pour les assureurs non-vie. La lettre expliquait que les assureurs sont capables d'effectuer des placements en actions dans une proportion bien plus grande qu'actuellement, en ligne avec les objectifs énoncés dans le plan d'action concernant l'union des marchés des capitaux (UMC). Dans sa réponse, le commissaire européen a détaillé le travail entrepris dans ce domaine et, notamment, le lancement par la DG FISMA d'une étude sur les facteurs influençant les placements en actions par les entreprises d'assurance et les fonds de pension, sur laquelle un rapport préliminaire est attendu avant la fin de cette année. Le commissaire Dombrovskis a également indiqué que la révision 2020 du régime Solvabilité II serait le cadre le plus approprié pour discuter de cette question.

## DIRECTIVE SUR LA DISTRIBUTION D'ASSURANCES (DDA)

### Q&R - Directive sur la distribution d'assurances

En juillet, l'EIOPA a publié sa première série de Q&R fournissant des conseils pratiques pour l'application de la DDA et de ses règlements d'exécution. L'EIOPA publie régulièrement les réponses aux questions qui lui sont soumises et les membres de l'AMICE sont invités à transmettre toutes leurs questions au [Secrétariat de l'AMICE](#). La Commission européenne devrait également publier une série de Q&R sur les problèmes liés au texte de niveau 1 de la DDA.



## Assurance voyage

Cet été, l'EIOPA a lancé une étude thématique européenne sur la protection des consommateurs dans l'assurance voyage. L'objectif de l'étude est d'identifier:

- le préjudice potentiel, pour les consommateurs, découlant des modes de conception, de distribution et de vente des produits d'assurance voyage dans l'UE;
- l'impact des nouveaux modèles de distribution et de commercialisation sur les consommateurs et le secteur de l'assurance; et
- les mesures requises pour que les consommateurs soient traités équitablement en cas de préjudice.

Dans cette étude, l'EIOPA examine également les pratiques de vente croisée et recense les meilleures pratiques afin d'éclairer les assureurs pour l'application des dispositions nationales de transposition de la DDA concernant la distribution des produits d'assurance voyage et d'autres produits.

## DURABILITE

### Obligations de publication

En août, la commission ECON a publié un [projet de rapport](#) sur les propositions de la Commission européenne concernant les obligations pour les investisseurs de publier des informations relatives aux risques en matière de durabilité. Le Parlement européen voudrait que de nouvelles règles de publication soient appliquées à tous les produits financiers et que les opérateurs financiers fassent preuve de diligence raisonnable à l'égard des facteurs ESG.

### IAIS / Réunion de bureau

En juillet, le Secrétariat de l'AMICE a participé à une téléconférence de parties prenantes consacrée à l'approche réglementaire des risques liés au changement climatique. Cette téléconférence s'inscrivait en suivi d'un [document de réflexion](#) publié par l'IAIS. Le document ne propose pas de normes réglementaires, mais entend sensibiliser les assureurs et les contrôleurs aux risques liés au changement climatique. Dans ce document de réflexion, le [Sustainable Insurance Forum](#) (un réseau international d'autorités de surveillance) explore les pistes de développement d'outils pratiques qui permettraient aux contrôleurs de relever le défi de la gestion des risques liés au changement climatique.

### Incorporation du principe de durabilité dans les réglementations Solvabilité II/DDA

En août, la Commission européenne a adressé à l'EIOPA et à l'ESMA une demande officielle d'avis technique aux fins de compléter les règlements délégués relatifs au cadre [Solvabilité II](#) et à la [DDA](#). L'objectif est d'incorporer les risques en matière de durabilité (tels que les risques ESG) dans les prises de décision et les processus de conseil des assureurs.

L'avis technique de l'EIOPA portera sur les exigences organisationnelles, notamment en matière de gestion des risques et de gouvernance, et les conditions d'exercice, notamment en ce qui concerne la stratégie d'investissement et la répartition des actifs.

La Commission européenne a également lancé une consultation publique sur diverses propositions de modification du règlement délégué relatif à la DDA en vue d'inclure des considérations ESG lors de la fourniture de conseils en matière d'assurance.

L'avis technique de l'EIOPA est attendu au plus tard le 30 avril 2019.

## NUMERISATION

### Document de l'IAIS

En juillet, l'IAIS a présenté un projet de document sur l'utilisation croissante de la technologie numérique dans l'assurance. Le document final, intitulé «[Increasing Use of Digital Technology in Insurance and its Potential Impact on Consumer Outcomes](#)», a été publié en septembre. Le document examine les opportunités et avantages — mais aussi les risques potentiels — du recours accru au numérique. Selon l'IAIS, les contrôleurs devront suivre attentivement les développements dans ce domaine et entretenir un dialogue avec les parties prenantes sur le sujet. Parmi les futurs grands défis figure la nécessité pour les contrôleurs de développer de nouveaux outils et compétences de contrôle, d'instaurer une coopération renforcée entre les autorités de contrôle, de préserver le périmètre d'exercice du contrôle pour empêcher l'arbitrage réglementaire, et d'améliorer la sécurité des informations.

### EIOPA - Étude thématique sur les données massives

En juillet, l'EIOPA a lancé une étude thématique européenne sur les données massives, faisant suite à la publication par les autorités européennes de surveillance d'une [étude transsectorielle](#) de l'utilisation des données massives.

L'étude thématique de l'EIOPA se concentre en particulier sur les marchés de l'automobile et de la santé et vise à réunir des éléments factuels sur l'utilisation des données massives par les entreprises et intermédiaires d'assurance tout au long de la chaîne de valeur de l'assurance - par exemple dans la tarification et la souscription, le développement de produits, la gestion des sinistres, la vente et le marketing. Les principales conclusions de l'étude seront publiées au premier trimestre 2019.

### Réunion de bureau sur le dialogue social

En juillet, les partenaires sociaux du secteur européen de l'assurance se sont réunis pour discuter du suivi à donner à leur [déclaration commune de 2016 sur les effets sociaux de la numérisation](#). Ce suivi consistera en la publication de textes complémentaires sur «l'approche sociale du changement structurel engendré par le numérique», «la représentation des travailleurs à l'ère numérique», «la problématique lieu et temps de travail» et «l'élément clé de la formation continue».

Les partenaires sociaux ont également préparé une déclaration commune sur l'impact de la surréglementation sur les travailleurs. Le document a été finalisé fin septembre lors d'une nouvelle réunion et sera utilisé pour démontrer aux institutions européennes que la surréglementation a des répercussions négatives sur le bien-être des travailleurs.

### EIOPA - InsurTech Insight Survey

L'EIOPA a réalisé une enquête afin de recueillir les points de vue du secteur de l'assurance et de parties non directement impliquées dans la chaîne de l'assurance en ce qui concerne les InsurTech - l'innovation technohabilitée dans le secteur de l'assurance. L'enquête se concentre sur les exigences en matière de licence, les obstacles juridiques aux InsurTech et les moyens de faciliter l'innovation technohabilitée.

Les résultats n'ont pas encore été publiés, mais alimenteront le travail de cartographie des approches prudentielles à l'égard des InsurTech, mené par l'EIOPA afin de recenser

les meilleures pratiques et les éventuelles entraves réglementaires à l'innovation financière.



## PENSIONS

### PEPP

Mi-juin, le Conseil de l'UE est arrivé à un accord sur une position de négociation concernant la proposition de règlement relative au PEPP. Début septembre, la commission ECON a approuvé le rapport de la députée européenne Sophie in 't Veld sur la proposition de règlement relative au PEPP, incluant de nouvelles exigences en matière de protection des consommateurs et d'investissements durables. Le rapport a été approuvé par 29 voix pour, 10 voix contre et 17 abstentions. Le Parlement européen, la Présidence autrichienne du Conseil et la Commission européenne ont ensuite entamé des négociations en trilogue afin de conclure un accord de compromis sur la réglementation finale applicable au PEPP. Dans l'intervalle, le Parlement européen a tenu un débat en plénière sur l'avenir des pensions et, plus particulièrement, sur les moyens de renforcer les systèmes de sécurité sociale publics et universels, ainsi que sur les opportunités offertes par le PEPP.

Fin septembre, le groupe de travail Pensions de l'AMICE a tenu une réunion en ligne afin d'évaluer les positions finales du Parlement européen et du Conseil de l'UE sur les propositions relatives au PEPP.

## ASSURANCE AUTOMOBILE

### Directive sur l'assurance automobile

Le groupe de travail Assurance automobile de l'AMICE a tenu une réunion en ligne en juillet pour discuter de la proposition de la Commission européenne concernant la révision de la directive sur l'assurance automobile. L'AMICE a ensuite transmis ses observations sur les propositions de modification de la directive sur l'assurance automobile. L'AMICE a salué le fait que la Commission ait reconnu que la plupart des éléments de la directive restent appropriés, tandis que d'autres nécessitent une modification. Les principaux points qui préoccupent l'AMICE dans la proposition de la Commission sont, d'une part, les changements quant à l'indemnisation des victimes en cas d'absence de coopération entre assureurs et, d'autre part, le contenu des relevés de sinistres.

## REGIMES DE GARANTIE DES ASSURANCES

En juillet, l'EIOPA a publié un document de discussion sur le financement des procédures de résolution et les régimes nationaux de garantie des assurances (RGA). Le document fait suite à l'avis de l'EIOPA sur l'harmonisation potentielle des cadres réglementaires de redressement et de résolution pour les assureurs, sur lequel l'AMICE avait transmis ses observations en 2017.

Le document de discussion évalue les avantages potentiels de trois options:

- maintenir le statu quo, c'est-à-dire accepter que tous les États membres de l'UE ne disposent pas d'un RGA;
- établir un réseau européen de RGA nationaux adéquatement financés et suffisamment harmonisés (harmonisation minimale); et
- créer un seul et unique RGA européen (harmonisation maximale).

Selon l'EIOPA, un degré d'harmonisation minimal de la protection des preneurs d'assurance dans l'UE serait bénéfique pour les assurés, pour le marché de l'assurance et, plus largement, pour la stabilité financière au sein de l'UE.

Les parties prenantes peuvent transmettre leurs observations sur le document de discussion jusqu'au 26 octobre.

## PRODUITS D'INVESTISSEMENT PACKAGES DE DETAIL ET FONDES SUR L'ASSURANCE (PRIIPs)

En juillet, le comité mixte des AES, dont fait partie l'EIOPA, a publié une mise à jour des Q&R sur les KID relatifs aux PRIIPs. Les orientations des AES incluent une actualisation des schémas explicatifs pour le calcul du risque et de rémunération en cas de scénarios défavorables pour les PRIIPs.

Les AES ont également adressé une lettre à la Commission européenne au sujet du champ d'application du règlement PRIIPs. Dans cette lettre, elles ont exposé leur inquiétude quant aux conséquences négatives de l'incertitude au sujet du champ d'application du règlement pour le fonctionnement des marchés financiers et l'accès des investisseurs de détail à ces marchés. Les AES ont appelé la Commission européenne à fournir des informations détaillées sur les types de produits, et en particulier les types d'obligations, appelés à relever du champ d'application du règlement.

## CONTROLE

### Relations extérieures/IAIS

Cet été, Sarah Goddard, Secrétaire générale de l'AMICE et Catherine Hock, spécialiste en plaidoyer de l'ICMIF, ont rencontré Jonathan Dixon et Conor Donaldson, respectivement Secrétaire général et Directeur de la mise en œuvre à l'IAIS. Lors de cette rencontre, Sarah Goddard a plaidé pour un niveau approprié de réglementation pour les membres de l'AMICE. L'IAIS est en train d'élaborer sa nouvelle stratégie, qui devrait entrer en application en 2020.

### Réforme des AES

En juillet, le Secrétariat de l'AMICE a rencontré la députée européenne Pervenche Berès afin de lui transmettre plusieurs réflexions clés concernant la réforme en cours des

AES. Ces réflexions ont été exposées lors du débat organisé le lendemain à la commission ECON.

### Rapport des AES sur l'automatisation du conseil financier

Fin de l'été, les trois autorités européennes de surveillance ont publié les résultats de leur étude sur l'automatisation du conseil financier. Le [rapport](#) montre que si cette automatisation est en augmentation, elle reste encore faible et concerne un nombre limité d'entreprises et de clients. En conséquence, les AES ont conclu qu'aucune action n'était requise dans l'immédiat.

### Rapport de l'EIOPA sur les défaillances et quasi-défaillances des entreprises d'assurance

En juillet, l'EIOPA a publié un rapport intitulé «Failures and near misses in insurance: Overview of the causes and early identification». L'objectif du [rapport](#) était d'avoir une meilleure connaissance, sous l'angle de la surveillance, de la prévention et de la gestion des défaillances dans le secteur de l'assurance en se fondant sur les informations issues de la base de données de l'EIOPA concernant 180 entreprises d'assurance affectées dans 31 pays sur la période 1999-2016. Les causes générales de défaillance ou de quasi-défaillance identifiées dans le rapport sont le risque découlant du manque de compétences, d'expérience ou de qualités professionnelles dans le chef des dirigeants ou du personnel et le risque d'inadéquation ou d'échec des systèmes de gouvernance d'entreprise ou de contrôle global.

## ÉCONOMIE SOCIALE

### Réunion du conseil d'administration de Social Economy Europe

Le conseil d'administration de Social Economy Europe (SEE), l'organisation représentative de l'économie sociale au niveau européen, dont l'AMICE est membre, s'est réuni en juillet dans les locaux de l'AMICE. La réunion a porté, entre autres, sur le plan d'action proposé par SEE pour l'économie sociale — dans lequel figure l'appel de l'AMICE à une reconnaissance juridique des mutuelles en Europe — et dont la publication est prévue cet automne.

Le conseil d'administration a également discuté de la [résolution](#) adoptée en juillet par le Parlement européen et recommandant la création d'un statut pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire, ainsi que l'instauration d'un label pour l'économie sociale. Le conseil d'administration de SEE a salué cette reconnaissance supplémentaire de l'importance de ce secteur par le Parlement européen, mais n'a pas pleinement avalisé la proposition de création d'un label.

### Conférence de la Commission européenne sur l'économie sociale

En juillet, la Commission européenne a organisé, à l'instigation de l'EASME, une conférence intitulée «Créer de la valeur ensemble. Vers des partenariats économiques entre les entreprises sociales et les entreprises traditionnelles». Le Secrétariat de l'AMICE a participé à l'événement, qui a réuni des représentants d'entreprises sociales et d'entreprises traditionnelles, des décideurs politiques et diverses parties prenantes afin d'échanger leurs expériences et de promouvoir des liens de collaboration.

## PROTECTION DES CONSOMMATEURS

### AES - Journée européenne de la protection des consommateurs

Le 22 juin, le Secrétariat de l'AMICE a participé à la sixième Journée de la protection des consommateurs organisée par les AES. L'événement a rassemblé plus de 250 représentants d'autorités européennes de surveillance, d'organismes financiers et d'organisations de consommateurs, venus pour discuter des défis liés à la protection des consommateurs de l'Union européenne dans le domaine des services financiers. Les débats ont porté sur la performance nette des produits de détail et l'information fournie aux consommateurs au sujet des coûts et performances historiques, sur l'approche en matière de réglementation et de surveillance des monnaies virtuelles, ainsi que sur les préoccupations concernant la compatibilité des autoplacements avec le principe fondamental d'investissement dans le meilleur intérêt du consommateur.



### Conduite des affaires

Le 4 juillet, le Secrétariat de l'AMICE a participé à la réunion du comité Conduct of Business d'Insurance Europe. À l'ordre du jour: la DDA, les PRIIPs, les InsurTech, les données massives, l'étude thématique sur l'assurance-voyage et le RGPD. Des représentants de l'EIOPA ont également présenté le programme de travail en cours et à venir en matière de protection des consommateurs.

## AUDITIONS PUBLIQUES

### Audition publique sur la vente abusive de produits financiers

En juin, la commission ECON a organisé une [audition publique](#) sur la vente abusive de produits financiers. Le député européen Markus Ferber a indiqué que le Parlement européen avait reçu plusieurs pétitions de citoyens demandant l'examen de ce problème. Timothy Shakesby, expert principal en innovation financière et chef du département Protection des consommateurs à l'EIOPA, a affirmé qu'avec le temps, des réglementations récentes telles que la DDA et le règlement PRIIPs amélioreront la situation, mais qu'il serait cependant nécessaire d'accorder une plus grande priorité à leur mise en application et surveillance.

### Rendre l'UMC efficace pour les investisseurs de détail

Le 29 juin, le Secrétariat de l'AMICE a assisté à une audition publique organisée par la Commission européenne et intitulée «Rendre l'Union des marchés de capitaux efficace pour les investisseurs de détail». Les discussions ont porté sur une [étude récente](#) des systèmes de distribution des produits d'investissement de détail, sur la confiance des consommateurs, sur l'adéquation du modèle actuel de distribution des produits d'investissement de détail au regard

de l'objectif poursuivi et sur les possibilités d'une amélioration future grâce aux nouveaux modèles de distribution permis par les technologies financières.

## ASSISTANCE

### RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL RSE

En septembre, plusieurs membres de l'AMICE se sont rendus à Turin pour participer à la réunion du groupe de travail RSE (durabilité), accueillie par le membre de l'AMICE Reale Mutua.



Reale Mutua a récemment restructuré son programme en matière de RSE et les membres du groupe de travail ont eu l'occasion de rendre visite au lauréat du prix RSE, décerné par la Fondation Reale: Asili Notturmi Umberto I est une initiative locale turinoise apportant nourriture, refuge, soins médicaux et soins dentaires aux pauvres et aux sans-abri. L'association Piccolo Cosmo s'est associée à l'initiative et fournit un logement temporaire aux familles avec enfants dans un hôpital de Turin, où s'est rendu le groupe de travail pour une visite des installations. Virginia Antonini, directrice RSE, a expliqué les motivations de la décision de Reale Mutua de centraliser toutes les activités RSE (y compris les activités internationales menées en Espagne et au Chili) et de créer une fondation permettant de mieux déterminer l'impact des activités RSE et de l'intégration de la RSE dans les opérations commerciales.

Lors de la réunion du groupe de travail, Pietro Negri, directeur RSE de l'Association nationale italienne des entreprises d'assurance (ANIA), a présenté les agendas italiens en matière de financement durable et de publication d'informations non financières et leur contexte européen.

## RENCONTRE DES MEMBRES

Sarah Goddard, Secrétaire générale de l'AMICE, et Shaun Tarbuck, CEO de l'ICMIF, ont participé à la conférence annuelle des mutuelles d'assurance néerlandaises. Dans son allocution et lors d'une session de questions et réponses, Sarah Goddard a présenté les activités de l'AMICE et a mis en lumière les domaines dans lesquels l'AMICE avait obtenu une modification des approches politiques affectant les assureurs mutuels et coopératifs en Europe.

Fin de l'été, le Secrétariat de l'AMICE a eu le plaisir de recevoir la visite de cadres dirigeants du membre suédois de l'AMICE, Länsförsäkringar Skåne, qui ont ainsi pu rencontrer l'équipe du Secrétariat et s'informer sur le travail de plaidoyer européen, ainsi que sur le travail d'appui et d'assistance fourni aux membres de l'AMICE. Les membres du Secrétariat ont expliqué les processus d'élaboration des politiques par les institutions européennes et ont souligné quelques-uns des changements positifs obtenus grâce aux interventions de l'AMICE.

Quelques jours plus tard, la Secrétaire générale et le Président de l'AMICE se sont rendus à Berlin pour rencontrer plusieurs membres allemands de l'AMICE et parler de l'évolution et des activités de l'AMICE. La Secrétaire générale a ensuite présenté aux membres de l'Association allemande des mutuelles d'assurance le travail effectué par l'AMICE en Europe.

## OPERATIONS

### STRATEGIE

L'AMICE continue de peaufiner sa nouvelle stratégie, qui démarrera début 2019.



En juillet, la Secrétaire générale de l'AMICE a participé aux deux journées d'atelier organisées par l'ICMIF dans le cadre de l'élaboration de sa nouvelle stratégie, qui démarrera également l'an prochain. Les stratégies de l'AMICE et de l'ICMIF refléteront les activités et objectifs spécifiques de chacune des organisations, mais cet appui mutuel est utile pour garantir l'adéquation de ces stratégies au regard des besoins des membres respectifs, ainsi qu'une coordination des deux organisations en tant que membres de la famille mondiale des organismes de représentation du secteur de l'assurance mutuelle et coopérative.



# CALENDRIER 2018

---

## AMICE

16 novembre	Bruxelles	Conseil d'administration
3 décembre	Paris	Conseil d'administration
3 décembre	Paris	Groupe de travail Affaires réglementaires
4 décembre	Paris	Conférence AMICE-ICMIF sur les affaires réglementaires

## ICMIF

8-9 novembre	Espoo (Finlande)	Comité Intelligence
--------------	------------------	---------------------

## Événements extérieurs

20 novembre	Frankfurt	Conférence EIOPA
-------------	-----------	------------------

---





# GLOSSAIRE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AES	autorité européenne de surveillance <i>European Supervisory Authority, ESA</i>	IASB	Conseil des normes comptables internationales <i>International Accounting Standards Board</i>
AMICE	Association des assureurs mutuels et des coopératives d'assurance en Europe <i>Association of Mutual Insurers and Insurance Cooperatives in Europe</i>	IAWG (EFRAG)	groupe de travail Comptabilité de l'assurance <i>Insurance Accounting Working Group</i>
CE	Commission européenne <i>European Commission (EC)</i>	ICMIF	Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance <i>International Cooperative and Mutual Insurance Federation</i>
CEO	Président-Directeur général (PDG) <i>Chief Executive Officer</i>	IFRS	norme(s) internationale(s) d'information financière <i>International Financial Reporting Standards</i>
CFO Forum	Forum des Directions Financières <i>Chief Financial Officers' Forum</i>	Insurance Europe	fédération européenne de l'assurance et de la réassurance <i>European insurance and reinsurance federation</i>
DDA	directive sur la distribution d'assurances <i>Insurance Distribution Directive (IDD)</i>	IRSG (EIOPA)	groupe des parties concernées du secteur de l'assurance et de la réassurance <i>Insurance and Reinsurance Stakeholder Group</i>
DG FISMA (EC)	Direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l'union (CE) <i>Directorate-General for Financial Stability, Financial Services and Capital Markets Union</i>	KID	document d'informations clés <i>key information document</i>
EASME	Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises (CE) <i>European Securities and Markets Authority</i>	MoU	accord de coopération et d'échange d'informations (AMICE-Insurance Europe) <i>Memorandum of Understanding</i>
ECON (EP)	commission des affaires économiques et monétaires (PE) <i>Economic and Monetary Affairs Committee</i>	OPSG (EIOPA)	groupe des parties concernées du secteur des pensions professionnelles <i>Occupational Pensions Stakeholder Group</i>
EFRAG	Groupe consultatif pour l'information financière en Europe <i>European Financial Reporting Advisory Group</i>	PAA	projet d'avis d'approbation (de l'EFRAG) <i>draft endorsement advice, DEA</i>
EIOPA	Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles <i>European Insurance and Occupational Pensions Authority</i>	PE	Parlement européen <i>European Parliament, EP</i>
ESG	[facteurs] environnementaux, sociaux et de gouvernance <i>environmental, social and governance</i>	PEPP	produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle <i>Pan European Personal Pension</i>
ESMA	autorité européenne des marchés financiers <i>European Securities and Markets Authority</i>	PRIIPs	produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance <i>packaged retail and insurance-based investment products</i>
GAAP	principes comptables généralement admis (États-Unis) <i>Generally Accepted Accounting Principles</i>	Q&R	questions & réponses <i>question &amp; answer, Q&amp;A</i>
IAIS	Association internationale des contrôleurs d'assurance <i>International Association of Insurance Supervisors</i>	RGA	régime de garantie des assurances <i>insurance guarantee scheme, IGS</i>
		RGPD	règlement général sur la protection des données <i>General Data Protection Regulation, GDPR</i>

RSE	responsabilité sociale de l'entreprise <i>Corporate Social Responsibility, CSR</i>	UMC	union des marchés des capitaux (CE) <i>Capital Markets Union, CMU</i>
SEE	Social Economy Europe	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
TEG (EFRAG)	Groupe d'experts techniques <i>Technical Expert Group</i>	VFA	approche fondée sur les commissions variables <i>variable fee approach</i>
TRG (IASB)	Groupe de ressources de transition <i>International Accounting Standards Board, Transition Resource Group</i>		
UE	Union européenne <i>European Union, EU</i>		



**AMICE aisbl**  
Rue du Trône 98/14  
BE-1050 Bruxelles  
T: +32 (0)2 503 38 78  
E: [secretariat@amice-eu.org](mailto:secretariat@amice-eu.org)  
[www.amice-eu.org](http://www.amice-eu.org)

**Suivez-nous:**

Twitter: [@AMICE\\_Mutuals](https://twitter.com/AMICE_Mutuals) | LinkedIn: [AMICE Company Page & AMICE Network](#) | YouTube: [AMICE Channel](#)

Pour vous désabonner, veuillez envoyer un e-mail à [secretariat@amice-eu.org](mailto:secretariat@amice-eu.org)